

3^e partie : Comment venir à bout du fascisme ?

Les leçons des stratégies des actuels gouvernements

Depuis la première victoire électorale des fascistes, le fameux « dimanche noir » de 1991, nombre de stratégies ont été élaborées pour « contrer la montée de l'extrême droite ». Pourquoi l'extrême droite n'a-t-elle cessé de monter, dans ce cas ? Examinons surtout l'exemple flamand où l'arrêt du VB est soi-disant l'objectif principal des partis gouvernementaux depuis 15 ans. L'exemple flamand a aussi l'avantage que la faillite des stratégies gouvernementales n'est pas biaisée par l'incapacité politique de Daniel Féret.



1. Regagner les électeurs d'extrême droite par une politique de droite ?

Certains prétendent « *faucher l'herbe sous les pieds d'extrême droite* » en reprenant dans les grandes lignes son programme. Ainsi, nous avons vu les partis gouvernementaux surenchérir dans le nationalisme flamand et les campagnes haineuses contre les immigrés. Nous avons entendu Verhofstadt et Dewael¹⁰⁴ s'exprimer de la même manière que Dewinter sur l'islam en tant que culture de moindre valeur. Le Vlaams Blok a félicité le socialiste Tobback parce qu'il avait « appliqué une petite dizaine

des 70 points de notre plan concernant les étrangers ». C'est précisément en créant un climat semblable que le Vlaams Belang et le FN ont pu progresser rapidement.

2. Revalorisation des quartiers ?

Les partis gouvernementaux ont également dit qu'ils allaient combattre le Blok dans les « quartiers défavorisés ». Mais, au lieu de combattre le chômage, la cherté de la vie et la pauvreté, la politique (nationale) de ces partis n'a fait qu'accroître la précarité et la pauvreté. La revalorisation des quartiers s'est limitée à attirer des familles à revenu moyen fixe. C'est pourquoi il a fallu « plus de bleu en rue » (plus de policiers), comme l'exigeait l'extrême droite. Les rues ont été embellies et on a fait miroiter des avantages fiscaux afin d'attirer les gens dans ces quartiers plus pauvres. « *On a fait une bien trop grande fixation sur les facteurs sociaux* », a déclaré le ministre Anciaux dans son plan politique pour 2000, pour justifier de ne pas s'être attaqué à la pauvreté.

Selon le professeur Uitermark : « *Ce n'était pas la pauvreté qui devenait une priorité nationale. En lieu et place, [à partir de 1995, ndlr] le nouveau gouvernement allait faire, de l'augmentation de la qualité de l'environnement urbain, l'une de ses cinq principales priorités.* » « *La politique urbaine s'est muée en une politique de classe moyenne et on a perdu les pauvres de vue*¹⁰⁵. »

Rénover les quartiers, c'est bien, mais c'est un plâtre sur une jambe de bois si, en même temps, le gouvernement ne combat pas la pauvreté. Car la pauvreté, le chômage et la précarité de l'existence sont la cause des problèmes des quartiers défavorisés que sont la délinquance, les drogues, les mauvais logements.

3. Ne pas combattre l'extrême droite ouvertement pour ne pas lui faire endosser le rôle de la victime ?

Le 9 novembre 2004, le Vlaams Blok était définitivement condamné pour racisme. Pourtant, le 29 du même mois, le VLD, le CD&V, le N-VA, Spirit et le SP.a refusaient de le priver le Vlaams Blok de la dotation qu'il reçoit du Parlement flamand, alors que le règlement interne de ce même Parlement flamand stipule que les partis condamnés pour racisme peuvent perdre leur dotation. L'argumentation était que l'on ne devait pas faire endosser au VB le rôle de victime. Partant du même raisonnement, le cordon sanitaire contre le Vlaams Belang a déjà été rompu dans les programmes de télévision et ce, depuis le début des années 90.

Patrick Janssens (SP.a) a même déconseillé à Tom Barman, le chanteur de dEUS, de donner un concert contre le Vlaams Belang à l'occasion des élections communales de 2006¹⁰⁶.

Il y a quinze ans, lors de la première grande victoire électorale du Vlaams Blok, il y avait encore un large consensus pour dire que le VB était un parti fasciste, antidémocratique et criminel. Diffuser systématiquement la haine raciste n'est pas simplement exprimer une opinion, c'est également un délit qui va à l'encontre des droits de l'homme.

Aujourd'hui, ce n'est plus pris en compte de la même manière. Les partis gouvernementaux refusent résolument de traiter le VB en tant que tel. En assurant au VB l'accès aux médias, en refusant de lui retirer sa dotation, en dissuadant les antifascistes d'aborder la lutte ouverte contre le VB, les partis gouvernementaux font passer le message que le VB est un parti au même titre que tous les autres.

Bien sûr, l'extrême droite se réfugie dans un rôle de victime chaque fois qu'une action est menée contre elle. Cela nous met devant le choix :

Soit on essaie de lui éviter la victimisation et on arrête les actions ouvertes contre l'extrême droite. L'extrême droite a dès lors la possibilité de se tailler une image de parti respectable, comme elle tente de le faire depuis bientôt quinze ans. Cette image est pour l'extrême droite une porte ouverte vers un électorat encore plus large et vers une participation au pouvoir.

Soit on utilise tous les moyens à disposition pour combattre l'extrême droite. Dès le début des années 80, Comac a réclamé la condamnation de l'extrême droite en tant que parti raciste et fasciste, l'éloignement de l'extrême droite de la télévision, la suppression de sa dotation. Si tout cela avait été appliqué de façon conséquente, les fascistes de Belgique auraient organisé toujours en petits groupuscules, sans parti.

4. Combattre l'extrême droite en le faisant venir au pouvoir ?

Un bourgmestre flamand sur cinq estime qu'il est possible qu'il soit bientôt obligé d'administrer sa commune en compagnie du Blok¹⁰⁷. Même des progressistes comme la bourgmestre Groen! (les Verts flamands) Ingrid Pira en ont assez de la lutte. Ingrid Pira veut « *se débarrasser de ce poids* » et ne trouve pas impossible que le Blok entre dans un gouvernement. « *Là où on discute, tout est possible*¹⁰⁸ », ajoute Pira.

Donner le pouvoir au VB signifierait un réel accroissement de la discrimination envers les immigrés, notamment en matière d'emploi, de logements sociaux et d'enseignement. Le VB pratiquerait des coupes sombres dans les subsides aux maisons de jeunes, aux associations culturelles, au monde du théâtre et aux activités des immigrés, comme l'a fait le Front National français dans les villes où il est arrivé au pouvoir¹⁰⁹. L'antiracisme serait étouffé dans l'œuf.

Le VB au pouvoir signifierait que tous les freins seraient lâchés pour exacerber les contradictions au sein du peuple : les travailleurs d'origine belge contre les travailleurs d'origine immigrée, les travailleurs flamands contre les travailleurs wallons, etc. Les mesures contre les syndicats rendraient bien plus difficile la lutte ouvrière. Le VB se servirait de ses postes ministériels pour renforcer son emprise sur les médias, la police, la justice, les logements sociaux... Il diffuserait le racisme, le nationalisme, l'anticommunisme et sa démagogie antisociale via tous les canaux possibles, de sorte qu'il pourrait ancrer solidement son influence dans les têtes des gens.

Le Vlaams Belang ne gouvernerait pas pour s'autodétruire, il gouvernerait, au contraire, pour mener les gens ordinaires à leur perte. Et l'opposition se verrait clouer le bec pour de bon.

Dénoncer le FN et le VB comme partis hostiles à tous les citoyens

En 2004, la FGTB de Liège a lancé sa campagne « La cible, c'est toi ». En effet, l'extrême droite n'est pas seulement hostile aux immigrés, elle l'est également à la majorité de la population : syndicalistes, jeunes, femmes, travailleurs, Wallons... Le FN et le VB se posent comme les défenseurs des petites gens contre la politique antisociale des partis gouvernementaux. C'est cette démagogie que nous devons démasquer. Avec l'extrême droite, vous allez devoir travailler plus dur et plus longtemps pour moins d'argent. Dans la Flandre du Vlaams Belang, les travailleurs vont devoir accomplir, sans rouspétance et surtout sans complément de salaire, des heures supplémentaires et du travail de week-end. Ils vont devoir être licenciés à peu de frais. Il y aura moins d'argent pour l'enseignement et la sécurité sociale, car les impôts sur les bénéfices des entreprises et les charges sociales vont devoir baisser. Le FN et le VB ne sont pas une alternative au gouvernement actuel, ils suivent la même logique du profit, mais de façon plus extrême encore, plus antisociale, plus répressive. Voilà ce que nous devons aller raconter aux personnes qui sont attirées par le FN et le VB.

Dans un même temps, nous combattons la tendance à vouloir banaliser le FN et le VB, à les

présenter comme des partis parmi d'autres. Ces partis sont les héritiers politiques du fascisme en Allemagne nazie. Avec une vision cohérente similaire de l'État policier, du racisme, du nationalisme, de la répression et du (néo-)colonialisme. La forme d'État via laquelle l'extrême droite veut mener sa politique antisociale est fondamentalement différente de celle que nous connaissons aujourd'hui.

Unité contre le fascisme

Pour battre le Front National et le Vlaams Belang, il est nécessaire de constituer un front qui réunira tous ceux qui veulent lutter contre l'extrême droite. Dans cette lutte, nous ne devons pas seulement combattre les partis extrémistes de droite, mais également intervenir contre l'actuelle fascisation menée par le gouvernement : la régression sociale, la régression démocratique et la progression du racisme et du nationalisme. Car cette fascisation ouvre toute grande la voie à l'extrême droite.

Contre le fascisme et contre la régression sociale

Nous produisons suffisamment pour assurer à tout un chacun une existence digne, à condition qu'il y ait une volonté politique de redistribuer les richesses. Mais c'est le contraire qui se produit. L'inégalité sociale sans cesse grandissante se trouve à la base de la petite délinquance. Le chômage en hausse croissante et le démantèlement de la sécurité sociale créent également un climat d'insécurité dont l'extrême droite tire avantage.



Le 28 octobre 2005, quelque 100 000 personnes ont défilé à Bruxelles contre le pacte des

Le gouvernement sème le découragement, avec son message prétendant que l'inégalité sociale sans cesse croissante est inévitable. De ce fait, les gens sont plus ouverts à l'extrême droite, qui profite habilement de ce découragement en prônant des solutions simplistes, du genre « les étrangers dehors ».

Pour développer la combativité en tant que contrepoids à ce découragement, nous avons besoin de revendications positives :

- Davantage de constructions de logements sociaux. De sorte que les prix puissent rester accessibles à tous.
- 600 000 chômeurs ! Pourquoi dans ce cas travailler encore plus longtemps ? Le maintien de la prépension à partir de 55 ans créerait 200 000 emplois pour les jeunes travailleurs.
- Un enseignement gratuit de haute qualité. Aujourd'hui, environ 5 % du PIBⁱ va à l'enseignement. La Fédération des Étudiants francophones (FEF) mène avec Comac une lutte commune afin que l'on consacre à nouveau 7 % du PIB à l'enseignement, comme c'était encore le cas en 1980.
- Les médicaments gratuits via l'application du modèle kiwi tel qu'il existe en Nouvelle-Zélande : le remboursement complet par l'État du médicament de la marque la moins chère (par exemple, le Paracétamol dont on trouve 15 marques différentes sur le marché). La concurrence accrue entre les entreprises ferait baisser considérablement les prix. La sécurité sociale épargnerait 1,5 milliard d'euros par an alors que les médicaments seraient gratuits pour la population. En décembre 2005, Médecine pour le Peuple, la centrale des employés du syndicat catholique (CSC) et le KWB ont remis au ministre Demotte une pétition de 102 000 signatures en faveur de la proposition kiwi.
- Davantage d'emplois via des investissements dans les services publics. Avec ce que rapporterait le modèle kiwi, on pourrait créer 25 000 emplois de plus dans le secteur des soins aux malades.



Une délégation de réfugiés à la manifestation syndicale contre la suppression de la prépension. L'unité entre toutes les nationalités s'est soudée dans la lutte pour un meilleur avenir.

- Un impôt de 1 % sur les fortunes de plus de 500 000 euros. La CSC a récolté 117 545 signatures en faveur de cet impôt sur les fortunes. La FGTB, elle aussi, réclame un impôt de ce type.

Dans le front contre le fascisme, le syndicat a un rôle central. Ce n'est pas un hasard si le fascisme concentre son artillerie sur les syndicats. Les syndicats sont les organisations qui ont encore la confiance de la très grande

i PIB = Produit intérieur brut = la quantité totale de marchandises et de services produite par an dans un pays.

majorité des travailleurs et qui sont également en mesure de faire barrage à la politique de démantèlement social. En même temps, les syndicats sont une école d'antiracisme et d'anti-nationalisme. Dans les syndicats et dans la lutte sociale, les travailleurs voient qu'ils ont les mêmes intérêts. Belges et immigrés, Flamands et Wallons apprennent, dans la lutte, à apprécier l'importance de la solidarité et de l'unité. Le syndicat est également le lieu où l'égalité des droits est la plus achevée.

Contre le fascisme et contre la régression démocratique

Le fascisme signifie la suppression de la démocratie : nous luttons pour obtenir plus de démocratie.

Pour la liberté syndicale, pour une police de quartier au lieu d'une police fédérale et des hélicoptères, pour des référendums populaires, pour un conseil des élèves dans chaque école, pour un syndicat des lycéens, pour la liberté d'expression et pour la liberté d'organisation dans les écoles.

Dans le même temps, nous devons organiser la lutte contre les mesures antidémocratiques que le gouvernement applique déjà aujourd'hui. Pas d'intervention de la justice dans la lutte syndicale, pas d'astreintes pour briser les grèves. En décembre 2005, Onkelinx (PS) a fait voter une loi qui permet de constituer un dossier secret auquel l'avocat de la personne soupçonnée n'a pas accès. Cette loi autorise des méthodes policières particulières comme l'espionnage, la dénonciation et l'infiltration, pour n'importe quel délit pouvant être sanctionné d'une peine de prison d'un an ou plus.

Nous devons organiser la lutte contre la façon inhumaine dont les réfugiés sont traités en Belgique. Ces pratiques ont comme but de nous habituer à davantage de méthodes policières



*Commémoration
de l'homicide
commis sur la
personne de
Semira Adamu
(25 novembre
2004).*

répressives contre la population en général et contre le mouvement ouvrier en particulier. Ces pratiques font en même temps progresser le racisme en habituant la population à des méthodes répressives injustes contre les immigrés.

Contre le fascisme et la progression de son idéologie : racisme, nationalisme et anticommunisme

Le racisme est la porte d'entrée idéologique par excellence de l'extrême droite. Ici aussi, le mouvement antifasciste a besoin de revendications positives qui prouvent que tous les travailleurs tirent avantage de l'égalité des droits pour les Belges et les immigrés.

- Pour un salaire minimum équivalent et une même législation du travail dans toute l'Union européenne. De la sorte, les multinationales européennes ne pourront plus dresser, les uns contre les autres, les travailleurs belges et est-européens.
- Pour la revendication d'*Objectif* en faveur de la reconnaissance automatique de la nationalité belge aux immigrés, après trois ans de séjour légal en Belgique. Dans les années 90, un million de personnes avaient signé la pétition pour cette proposition de loi. Comac avait contribué à recueillir des milliers de signatures.

Dans la même logique il faudra réagir contre le nationalisme.

- Pour la solidarité entre Flamands et Wallons. Contre la poursuite de la scission de l'État belge. Contre la scission de la sécurité sociale.
- Pour davantage d'échanges entre francophones et néerlandophones. Pour un enseignement intensif et de qualité de la seconde langue nationale.

Une alternative anticapitaliste

La fascisation est enracinée dans le capitalisme, dans la façon de fonctionner des multinationales. La concurrence entre les multinationales nécessite qu'elles compriment les salaires, accroissent la pression du travail, démantèlent la protection sociale, remplacent les travailleurs par des machines. Le pouvoir d'achat stagnant, quand il n'est pas en nette baisse, de la majorité de la population mondiale contraste étonnamment avec la capacité de production de plus en plus gigantesque des multinationales. Le capitalisme débouche sur la crise.

Pour briser la résistance des travailleurs contre la crise, ces multinationales réclament des méthodes plus répressives et dressent les travailleurs les uns contre les autres. Et chaque fois que la résistance met



en danger le pouvoir économique des multinationales, ces dernières visent à installer une dictature fasciste. Les grands industriels allemands ont mis Hitler au pouvoir. Mais, après la Seconde Guerre mondiale, sous la tutelle des multinationales américaines, des dictatures fascistes ont aussi été installées au Vietnam, au Chili, au Nicaragua...

La meilleure façon d'éradiquer pour de bon le fascisme de la surface du monde est d'unir toutes les forces antifascistes, démocratiques et anticapitalistes contre le fascisme et de mener avec elles la discussion en vue d'une autre société. Une autre société, avec une autre logique, ne reposant pas sur le profit d'une poignée d'actionnaires, mais donnant la priorité aux gens.

Les gens votent pour l'extrême droite suite à leur mécontentement au sujet de l'actuelle politique gouvernementale.

Les gens qui défendent la politique actuelle et ses partis en tant qu'alternative au Vlaams Belang ne pourront jamais détacher le peuple du fascisme. Seule une alternative de gauche pourrait y parvenir.

Une alternative de gauche qui prouverait qu'un autre monde est possible. Une alternative de gauche qui montrerait que l'inégalité entre riches et pauvres est la cause de l'insécurité, des quartiers délabrés, du chômage. Une alternative de gauche susceptible de donner aux gens des perspectives dans leur lutte, en diffusant le message positif : « les gens d'abord, pas le profit ». C'est pourquoi Comac, en tant que mouvement des jeunes du PTB (Parti du Travail de Belgique), mène une campagne pour inviter à voter pour le PTB. Lors des élections de 2002, quand le PTB a obtenu deux sièges communaux à Herstal, le FN, de son côté, a perdu deux sièges.

Ceux qui, en Flandre, regardent la TV aujourd'hui, ne voient qu'une alternative à l'actuelle politique : le Vlaams Belang. Durant les périodes électorales, il convient de remettre les pendules à l'heure : l'accès aux médias doit être égal pour tous.

Les seuils électoraux introduits en 2002 rendent quasi impossible pour les partis antifascistes et progressistes de se faire connaître comme alternative électorale au VB. Ces seuils doivent être supprimés.

3 revendications de Comac contre le fascisme

1. Stop aux subsides pour les partis racistes.

Le racisme n'est pas une opinion, mais un délit. Depuis des années déjà, le FN et le VB propagent leur racisme avec l'argent des contribuables, le vôtre et le mien. Par exemple, en 2005, le VB a reçu 5 583 075 euros sous forme de dotation parlementaire¹¹⁰.

2. Boycott médiatique des partis racistes.

Le Vlaams Belang est repris dans les émissions de télévision à la VRT. Cela crée l'illusion que le Vlaams Belang est un parti ordinaire, démocratique et non fasciste.



Cette façon de faire est une composante de la banalisation de l'extrême droite. Celle-ci en tire un avantage électoral parce qu'en même temps, toute alternative de gauche est absente de ces émissions.

Les médias ont également un rôle à jouer dans la programmation d'émissions et de programmes antifascistes. Nous menons campagne afin que l'excellent reportage de la RTBF, « La face cachée du Vlaams Blok », soit également diffusé sur la VRT.

3. Un enseignement antiraciste et antifasciste.

L'antifascisme et l'antiracisme méritent une place de première importance dans l'enseignement.

L'enseignement antiraciste va plus loin que le simple fait d'apprendre à côtoyer des cultures différentes. Il contient également l'idée que le racisme est utilisé pour maintenir en place des rapports de pouvoir. Il apprend également aux jeunes à agir contre le racisme. École Sans Racisme est en cela un projet très utile (voir plus loin).

L'enseignement antifasciste va plus loin qu'un simple cours sur les camps de concentration. Il apprend également aux jeunes à analyser ce qui a permis l'ascension du fascisme. Il établit aussi le lien avec les partis fascistes actuels.

